

Arrêtés ministériels

A.M., 2023

Arrêté 0071-2023 du ministre de la Sécurité publique en date du 12 juillet 2023

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Belcourt

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des feux de forêt font rage dans la région de Belcourt et que la situation nécessite le déploiement de mesures extraordinaires pour protéger la vie, la santé et l'intégrité des citoyens de la Municipalité;

Vu que le conseil de la Municipalité de Belcourt a déclaré l'état d'urgence local sur le territoire de la municipalité, le dimanche 4 juin 2023, pour une période de cinq jours;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois pour cinq jours additionnels, pour la période du vendredi 9 juin 2023 au mercredi 14 juin 2023, lors d'une session extraordinaire du conseil municipal;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé une seconde fois pour cinq jours additionnels, pour la période du mercredi 14 juin 2023 au lundi 19 juin 2023, lors d'une session extraordinaire du conseil municipal;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé une troisième fois pour cinq jours additionnels, pour la période du lundi 19 juin 2023 au samedi 24 juin 2023, lors d'une session extraordinaire du conseil municipal;

Vu que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Municipalité de Belcourt a renouvelé de nouveau, par sa résolution numéro 090-06-2023, sa déclaration d'état d'urgence pour cinq jours additionnels, pour la période du samedi 24 juin 2023 au jeudi 29 juin 2023, lors d'une session extraordinaire du conseil municipal;

Vu que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Municipalité de Belcourt à renouveler l'état d'urgence local déclaré le dimanche 4 juin 2023, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le jeudi 29 juin 2023.

Québec, le 12 juillet 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

80348

A.M., 2023

Arrêté 0089-2023 du ministre de la Sécurité publique en date du 12 juillet 2023

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Rivière-Éternité

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des d'orages violents, qui ont déversé quelque 130 mm de pluie en à peine deux heures sur le territoire de la Municipalité de Rivière-Éternité, ont engendré d'importantes crues ainsi que des glissements de terrain dont un a entraîné la disparition de deux personnes et causé de graves blessures à une troisième;

Vu que la situation nécessite le déploiement de mesures extraordinaires pour protéger la vie, la santé et l'intégrité des citoyens de la Municipalité;

Vu que le maire de la Municipalité de Rivière-Éternité, monsieur Rémi Gagné, a déclaré l'état d'urgence local sur le territoire de la Municipalité, le samedi 1^{er} juillet 2023, à 15 h 30, pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

Vu que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Municipalité de Rivière-Éternité a renouvelé, par la résolution numéro 235-07-2023, la déclaration d'état d'urgence local pour une période de cinq jours, se terminant le samedi 8 juillet 2023, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 3 juillet 2023;

Vu que le renouvellement de l'état d'urgence doit être autorisé par le ministre;

En conséquence, j'autorise la Municipalité de Rivière-Éternité à renouveler l'état d'urgence local déclaré le samedi 1^{er} juillet 2023, pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le samedi 8 juillet 2023.

Québec, le 12 juillet 2023

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

80353

A.M., 2023

Arrêté 0091-2023 du ministre de la Sécurité publique en date du 12 juillet 2023

Loi sur la sécurité civile
(chapitre S-2.3)

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Rivière-Éternité

Vu l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

Vu le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation du ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

Vu que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

Vu que des orages violents survenus le 1^{er} juillet 2023 ont déversé quelque 130 mm de pluie en à peine deux heures sur le territoire de la Municipalité de Rivière-Éternité, ont engendré d'importantes crues ainsi que des glissements de terrain dont un a entraîné le décès de deux personnes et causé de graves blessures à une troisième;

Vu que la situation nécessite le déploiement de mesures extraordinaires pour protéger la vie, la santé et l'intégrité des citoyens de la Municipalité;

Vu que le maire de la Municipalité de Rivière-Éternité, monsieur Rémi Gagné, a déclaré l'état d'urgence local sur le territoire de la Municipalité, le samedi 1^{er} juillet 2023, à 15 h 30, pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

Vu que cet état d'urgence a été renouvelé une première fois pour une période additionnelle de cinq jours, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le lundi 3 juillet 2023, par la résolution numéro 235-07-2023;